

- Et nous sommes fiers d'avoir joué un rôle dans le processus de paix en Amérique centrale. Je me réjouis de constater que les pays de la région considèrent le Canada comme un intermédiaire honnête ayant un bilan honorable en ce qui concerne le maintien de la paix. À leur demande, nous avons aidé les cinq pays d'Amérique centrale à concevoir une mission de maintien de la paix pour la région. C'est ainsi que, la semaine dernière, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution visant la mise sur pied d'un groupe de vérification qui aura pour mandat de veiller à l'absence de combats, de sorte que la paix soit rétablie au plus tôt en Amérique centrale, ainsi que nous l'espérons tous. Je tiens à faire remarquer que la structure de ce groupe correspond de près à celle qu'avait recommandée le Canada à la suite d'une étude sur les modalités d'une présence effective et viable de l'ONU dans la région.

- Enfin, nous avons pris une part active aux travaux de plusieurs des institutions fonctionnelles qui forment la famille de l'Organisation des États américains.

* * * * *

En 1954, le premier Secrétaire général de cette organisation, M. Lleras Camargo, de Colombie, a déclaré à propos de l'OÉA :

"Les faiblesses de l'Organisation, s'il en est, sont celles des gouvernements et reflètent leur incapacité d'agir de façon coordonnée. La force de l'Organisation réside précisément dans les mesures conjointes prises par les gouvernements membres. Pour le meilleur ou pour le pire, l'Organisation n'est rien de plus qu'un reflet de notre comportement en tant qu'États et, si elle ne fonctionne pas comme elle le devrait, nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes".
(Traduction officieuse)

Cela est encore vrai aujourd'hui, pour l'OÉA comme pour toute autre organisation internationale. Nous savons tous que l'OÉA n'est pas parfaite. Cependant, cela n'est pas aux yeux du Canada une raison suffisante pour fuir ses responsabilités en tant que partenaire au sein de cet hémisphère, pas plus que les lacunes des Nations Unies ne nous amèneraient à nous retirer de cette organisation.